



SAINT-BRIEUC ARMOR AGGLOMERATION

CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 27 novembre 2025

Délibération DB-219-2025

Objet : Transfert de charges : validation des rapports de la CLECT du 1er octobre 2025 et des variations de Dotations d'Attribution de Compensation (DAC).

L'an 2025 le 27 novembre à 18 heures 15, les membres du Conseil d'Agglomération, légalement convoqués, se sont réunis en séance publique, sous la présidence de Madame Sylvie GUIGNARD.

Le Secrétaire de séance est Monsieur Vincent ALLENO.

MEMBRES PRESENTS

Sylvie GUIGNARD, Hervé GUIHARD, Christine METOIS-LE BRAS, Blandine CLAESSENS, Pascal PRIDO, Denis HAMAYON, Vincent ALLENO, Loïc RAOULT, Jean-Marc LABBE, Thierry SIMELIERE, Gérard LE GALL, Bertrand FAURE, Jean-Paul HAMON, Cigdem AKTAS, Arnaud BANIÉL, David BELLEGUIC, Bruno BEUZIT, Patricia BRIAND-FALLER, Stéphane BRIEND, Marie Jo BROLLY, Paul CHAUVIN, Morgane CREISMEAS, Bernard CROGUENNEC, Patrice DARCHÉ, Brigitte DEMEURANT COSTARD, Rachid DYDA, Stéphane FAVRAIS, Pascale GALLERNE, Damien GASPAILLARD, Richard HAAS, Michelle HAICAULT, Guillaume HAMON, Claudine HATREL-GUILLOU, Françoise HURSON, Christian JOLLY, Michel JOUAN, Stéphane L'HER, Aline LE BOEDEC, Joël LE BORGNE, Didier LE BUHAN, Maxime LE CRONC, Michel LE DUAULT, Isabelle LE GALL, Thibaut LE HINGRAT, Hugues LESAGE, Laurence MAHE, Gérard MEROT, Olivier MEROT, Laure MITNIK, Nicolas NGUYEN, Nicole OGER, Stéphane OLLIVIER, Philippe PIERRE, Maryline PREVOST, Christian RANNO, Roland RAOULT, Alain RAULT, Catherine RIVIERE, Valérie ROOS, Marcel SERANDOUR, Stéphanie STENTZEL-LE CARDINAL, Thierry STIEFVATER

MEMBRES EXCUSES (élus ayant donné une procuration)

Ronan KERDRAON pouvoir à David BELLEGUIC, Rémy MOULIN pouvoir à Bruno BEUZIT, Thibaut GUIGNARD pouvoir à Stéphane BRIEND, Joël BATARD pouvoir à Marcel SERANDOUR, Mickaël COSSON pouvoir à Guillaume HAMON, Annie GUENNOU pouvoir à Sylvie GUIGNARD, André GUYOT pouvoir à Paul CHAUVIN, Martine HUBERT pouvoir à Didier LE BUHAN, Eliane LALANDEC DAVOINE pouvoir à Gérard MEROT, Nadia LAPORTE pouvoir à Stéphane FAVRAIS, Yannick LE CAM pouvoir à Cigdem AKTAS, Monique LUCAS pouvoir à Thierry STIEFVATER, Christine ORAIN-GROVALET pouvoir à Maxime LE CRONC, Michel PETRA pouvoir à Laurence MAHE, Maryse PINEL pouvoir à Michel JOUAN, Corentin POILBOUT pouvoir à Jean-Paul HAMON, Annie SIMON pouvoir à Jean-Marc LABBE,

MEMBRES ABSENTS

Catherine MARCHESIN

Nombre de conseillers en exercice : 80

Nombre de présents : 62

Nombre de votants : 79



SAINT-BRIEUC ARMOR AGGLOMERATION

CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 27 novembre 2025

Délibération DB-219-2025

Rapporteur : Monsieur Vincent ALLENO

Objet : Transfert de charges : validation des rapports de la CLECT du 1er octobre 2025 et des variations de Dotations d'Attribution de Compensation (DAC).

EXPOSE DES MOTIFS

La Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) s'est réunie le 1er octobre 2025 pour calculer les charges transférées sur plusieurs sujets, conformément au code général des impôts (article 1609 nonies C). Ces charges sont proposées pour être imputées sur les dotations d'attribution de compensation (DAC) des communes concernées. Les rapports de CLECT sont annexés à cette délibération.

Ajustement des DAC au titre des documents d'urbanisme communaux.

La compétence d'élaboration de ces documents a été transférée à l'agglomération depuis 2017 en application de la loi dite « ALUR » de 2014. La CLECT du 1er octobre 2025 a validé la refacturation des charges relatives aux PLU communaux par modulation de la DAC des communes concernées. Les montants des modulations sont indiqués dans le tableau récapitulatif en fin de délibération (colonnes « PLU charges 2024 à rembourser » et « PLU FCTVA 2024 à restituer »).

Mise à jour de l'évaluation des charges et des DAC au titres des services communs.

Dans le cadre du schéma de mutualisation, la ville de Saint-Brieuc et Saint-Brieuc Armor Agglomération ont choisi de mettre en commun plusieurs services afin d'apporter une expertise et une ingénierie aux communes membres qui le souhaitent.

Conformément aux conventions signées entre les deux structures, les coûts sont supportés par l'agglomération, qui refacture à la ville la part de financement qui lui revient par une diminution équivalente de sa DAC.

Les directions mutualisées et les services communs concernés sont les suivants :

- service commun « aménagement de l'espace public et déplacements »,
- service commun « architecture »,
- direction mutualisée des ressources humaines (DMRH),
- direction mutualisée de la commande publique (DMCP).

La CLECT du 1er octobre 2025 a évalué le financement 2024 des services communs.



Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le 27 JAN. 2026
ID : 022-212200810-20260127-2026_DB_003-DE
ID : 022-200069409-20251127-DB_219_2025-DE

Transfert de charges relatives à la gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) pour la reprise en gestion par l'agglomération de deux étangs communaux écrêteurs de crue.

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le 27 JAN. 2026
ID : 022-212200810-20260127-2026_DB_003-DE
ID : 022-200069409-20251127-DB_219_2025-DE

Les étangs communaux de Létivy (Langueux) et de l'Ecluse (Yffiniac) ont été intégrés dans la stratégie GEMAPI de l'agglomération par la délibération communautaire n°DB-153-2025 du 26/06/2025.

Les études techniques menées sur ces deux étangs justifient leur reprise en gestion par l'agglomération. Ces deux ouvrages écrêteurs de crue jouent un rôle prioritaire en matière de lutte contre les inondations. Dans ce contexte, la CLECT a évalué les charges transférées à l'agglomération par les deux communes concernées, Langueux et Yffiniac.

Il vous est proposé, si ces dispositions recueillent votre agrément, de bien vouloir adopter la délibération suivante.

DELIBERATION

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code général des impôts et notamment l'article 1609 nonies C ;

VU les rapports de la commission locale d'évaluation des charges transférées réunie le 1^{er} octobre 2025 ;

VU l'avis de la Commission Finances en date du 12 novembre 2025 ;

Le Bureau statutaire saisi en date du 13 novembre 2025.

APRES EN AVOIR DELIBERE

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

APPROUVE les rapports de la commission locale d'évaluation des charges transférées joints en annexe.

APPROUVE les modulations des attributions de compensation prises en application de ces rapports, soit les montants suivants pour les communes.

DIT que la présente délibération sera publiée conformément aux dispositions des articles L.5211-3, L.2121-25 et L.2131-1 du code général des collectivités territoriales sur le site internet de Saint-Brieuc Armor Agglomération et transmise à Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor.

Communes SBAA	PLU charges 2024 [réfaction DAC 2025]	PLU FCTVA 2024 [abondement DAC 2025]	Services communs [modulation 2025 liée au financement 2024]	GEMAPI [réfaction DAC à partir de 2026]
BINIC-ETABLES	-1 115 €	183 €	0 €	0 €
BODEO (LE)	0 €	0 €	0 €	0 €
FOEIL (LE)	0 €	0 €	0 €	0 €
HARMOYE (LA)	0 €	0 €	0 €	0 €
HILLION	0 €	0 €	0 €	0 €
LANFAINS	0 €	0 €	0 €	0 €
LANGUEUX	-14 142 €	2 320 €	0 €	-3 093 €
LANTIC	0 €	0 €	0 €	0 €
LESLAY (LE)	0 €	0 €	0 €	0 €
MEUGON (LA)	0 €	0 €	0 €	0 €
PLAINE-HAUTE	0 €	0 €	0 €	0 €
PLAINTEL	0 €	0 €	0 €	0 €
PLEDRAN	0 €	0 €	0 €	0 €
PLERIN	0 €	0 €	0 €	0 €
PLOEUC-L'HERMITAGE	-362 €	59 €	0 €	0 €
PLOUFRAGAN	-110 €	18 €	0 €	0 €
PLOURHAN	0 €	0 €	0 €	0 €
PORDIC	0 €	0 €	0 €	0 €
QUINTIN	0 €	0 €	0 €	0 €
SAINT-BIHY	0 €	0 €	0 €	0 €
SAINT-BRANDAN	0 €	0 €	0 €	0 €
SAINT-BRIEUC	-1 842 €	302 €	-84 833 €	0 €
SAINT-CARREUC	0 €	0 €	0 €	0 €
SAINT-DONAN	0 €	0 €	0 €	0 €
SAINT-GILDAS	0 €	0 €	0 €	0 €
SAINT-JULIEN	0 €	0 €	0 €	0 €
SAINT-QUAY-PTX	-666 €	109 €	0 €	0 €
TREGUEUX	0 €	0 €	0 €	0 €
TREMUSON	0 €	0 €	0 €	0 €
TREVENEUC	0 €	0 €	0 €	0 €
VIEUX-BOURG (LE)	0 €	0 €	0 €	0 €
YFFINIAC	0 €	0 €	0 €	-9 184 €
TOTAL	-18 237 €	2 991 €	-84 833 €	-12 277 €

Présents : 62Pouvoirs : 17Total : 79Exprimés : 79

Voix Pour : 79Voix Contre : 0Abstention : 0Ne prend pas part au vote : 0

Saint Brieuc,
le 27 novembre 2025

Le secrétaire de séance
Vincent ALLENO

1^{ère} Vice-présidente,
Sylvie BUIGNARD

Procès-Verbal de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées

CLECT Séance du 1^{er} octobre 2025

Objet : Charges 2024 liées aux PLU communaux.

COMMUNES	Membre présent (titulaire ou suppléant)	NOMBRE DE MANDATS PAR DELEGUE
BINIC-ETABLES-SUR-MER	BERTRAND Gilbert	3
HILLION	COLAS Morgane	Excusée
LA HARMOYE	LE DUAULT Michel	Excusé
LA MEAUGON	REAU Johnny	1
LANFAINS	MEROT Gérard	1
LANGUEUX	LE CORVAISIER Olivier	Excusé
LANTIC	HEURTEL Nicolas	Excusé
LE BODEO	JOUAN Michel	Excusé
LE FOEIL	PRIDO Pascal	1
LE LESLAY	OLLIVIER Sébastien	Excusé
LE VIEUX BOURG	RANNO Christian	1
PLAINE-HAUTE	RAOULT Stéphane	1
PLAINTEL	JOUAN Karen	2
PLEDRAN	JEHANNO Gaétan	Excusé
PLERIN	BENIER Jean-Marie	7
PLOEUC-L'HERMITAGE	GOUYETTE Thierry	Excusé
PLOUFRAGAN	BOULIN Viviane	Excusée
PLOURHAN	QUENARD Charlotte	Excusée
PORDIC	LALANDEC Eliane	3
QUINTIN	HAMON Jean-Paul	Excusé
SAINT-BIHY	TESSON Eric	1
SAINT-BRANDAN	JOLLY Christian	1
SAINT-BRIEUC	LE BUHAN Didier	23
SAINT-CARREUC	MAHE Antoine	Excusé
SAINT-DONAN	GELIN Marie-Annick	Excusée
SAINT-GILDAS	SIMON Annie	Excusée
SAINT-JULIEN	HERVE Florence	1
ST-QUAY-PORTRIEUX	LATHUILLIERE Sophie	Excusée
TREGUEUX	FEUNTEUN Cristina	4
TREMUSON	CALVEZ Laurence	1
TREVENEUC	SERANDOUR Marcel	Excusé
YFFINIAC	PLAZE Isabelle	2
NOMBRE TOTAL DE MANDATS		53

La Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) s'est réunie le 27 janvier 2026 à 20h. Elle a examiné les modulations des Dotations d'Attribution de Compensation (DAC) pour lesquelles des opérations comptables ont été réalisées au cours de l'exercice 2024 concernant leur document d'urbanisme. L'avis de la CLECT est retranscrit dans ce procès-verbal. Il sera transmis aux communes pour délibération.

Introduction

La compétence en matière de "Plan local d'urbanisme (PLU), documents d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale" est exercée par Saint-Brieuc Armor Agglomération depuis le 27 mars 2017, échéance fixée par la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové du 24 mars 2014, dite loi "ALUR".

Ce transfert de compétence a donné lieu à une commission locale d'évaluation des charges transférées en 2017 puis à une revoyure le 6 novembre 2019.

1) Rappels des dispositions relatives au financement de la compétence PLU.

Le rapport de CLECT du 20/12/2017 prévoit que les charges réelles nettes liées aux PLU communaux constatées chaque année doivent être déduites de la Dotation d'Attribution de Compensation (DAC) en année N+1. Ce système de refacturation s'applique depuis 2018. Sa reconduction est prévue jusqu'à l'approbation du PLUi. Initialement prévue au 01/01/2023, cette approbation a été actée par le conseil communautaire le 26/06/2025.

Ce même rapport prévoit également la déduction des charges réelles nettes liées aux Sites Patrimoniaux Remarquables. Il s'agit d'un dispositif réglementaire qui vise à préserver et mettre en valeur le patrimoine des centres-villes. Les communes concernées sont QUINTIN et SAINT-BRIEUC.

2) Modulations des attributions de compensation pour le financement de la compétence PLU

Les montants mandatés durant l'exercice 2024 par Saint-Brieuc Armor Agglomération et qui doivent être remboursés par les communes concernées sont indiqués dans la colonne « PLU Charges 2024 ».

Les montants de l'abondement lié au Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) sont indiqués dans la colonne « PLU FCTVA 2024 ».

COMMUNES	PLU charges 2024 [réfaction]	PLU FCTVA 2024 [abondement]	Modulation DAC 2025
BINIC-ETABLES	-1 115 €	183 €	-932 €
LANGUEUX	-14 142 €	2 320 €	-11 822 €
PLOEUC-L'HERMITAGE	-362 €	59 €	-303 €
PLOUFRAGAN	-110 €	18 €	-92 €
SAINT-BRIEUC	-1 842 €	302 €	-1 540 €
SAINT-QUAY	-666 €	109 €	-557 €
TOTAL	-18 237 €	2 991 €	-15 246 €

3) Proposition

Il est proposé aux membres de la CLECT une évolution des attributions de compensation 2025 au titre de la compétence PLU reprenant les montants indiqués dans le tableau ci-dessus.

4) Avis de la CLECT

Les membres de la CLECT se prononcent à l'unanimité en faveur des modulations proposées pour 2024.

A Saint-Brieuc, le 15 octobre 2025

Vincent ALLENO,
Président de la CLECT.



Procès-Verbal de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées

CLECT Séance du 1^{er} octobre 2025

Objet : Financement 2024 et refacturation des services communs à la ville de Saint-Brieuc :
Aménagement et Déplacements, Architecture, Ressources Humaines et Commande publique.

COMMUNES	Membre présent (titulaire ou suppléant)	NOMBRE DE MANDATS PAR DELEGUE
BINIC-ETABLES-SUR-MER	BERTRAND Gilbert	3
HILLION	COLAS Morgane	Excusée
LA HARMOYE	LE DUAULT Michel	Excusé
LA MEAUGON	REAU Johnny	1
LANFAINS	MEROT Gérard	1
LANGUEUX	LE CORVAISIER Olivier	Excusé
LANTIC	HEURTEL Nicolas	Excusé
LE BODEO	JOUAN Michel	Excusé
LE FOEIL	PRIDO Pascal	1
LE LESLAY	OLLIVIER Sébastien	Excusé
LE VIEUX BOURG	RANNO Christian	1
PLAINE-HAUTE	RAOULT Stéphane	1
PLAINTEL	JOUAN Karen	2
PLEDRAN	JEHANNO Gaëtan	Excusé
PLERIN	BENIER Jean-Marie	7
PLOEUC-L'HERMITAGE	GOUYETTE Thierry	Excusé
PLOUFRAGAN	BOULIN Viviane	Excusée
PLOURHAN	QUENARD Charlotte	Excusée
PORDIC	LALANDEC Eliane	3
QUINTIN	HAMON Jean-Paul	Excusé
SAINT-BIHY	TESSON Eric	1
SAINT-BRANDAN	JOLLY Christian	1
SAINT-BRIEUC	LE BUHAN Didier	23
SAINT-CARREUC	MAHE Antoine	Excusé
SAINT-DONAN	GELIN Marie-Annick	Excusée
SAINT-GILDAS	SIMON Annie	Excusée
SAINT-JULEN	HERVE Florence	1
ST-QUAY-PORTRIEUX	LATHUILLIERE Sophie	Excusée
TREGUEUX	FEUNTEUN Cristina	4
TREMUSON	CALVEZ Laurence	1
TREVENEUC	SERANDOUR Marcel	Excusé
YFFINIAC	PLAZE Isabelle	2
NOMBRE TOTAL DE MANDATS		53

A : SERVICE COMMUN AMENAGEMENT ET DEPL

1. Contexte

Le service commun Aménagement et Déplacements a été créé au 31 décembre 2016 (conseil communautaire du 22 décembre 2016).

La création du service commun a pour objectif de proposer une expertise complète pour les collectivités membres en matière de mobilité et d'aménagement de l'espace public sur des missions de conduite d'opérations ou d'assistance à la conduite d'opérations, sur des missions d'études et d'exploration, sur des missions de conception et de réalisation d'espaces publics (maîtrise d'œuvre).

2. Les éléments financiers

La délibération stipule que les frais de fonctionnement du service commun, calculés sur la base d'un coût total, auquel est appliquée une clé de répartition au prorata du temps de travail sont refacturés à la ville de Saint-Brieuc par diminution de la dotation d'attribution de compensation (DAC). La réfaction de DAC est réévaluée annuellement.

Les bilans d'activité de chacun des agents composant le service commun permettent de déterminer chaque année le temps de travail passé sur :

- les opérations relevant exclusivement de la ville de Saint-Brieuc
- les opérations relevant intégralement de l'agglomération
- les opérations partagées (TEO).

Le coût chargé des agents est majoré de 10 % pour couvrir les frais de gestion administrative et les frais de structure.

La CLECT a précédemment acté dans ses rapports les coûts revenant à la ville de Saint-Brieuc depuis la mise en place de ce service commun. Les montants sont les suivants :

Historique du financement du service « Aménagement- Déplacements » par la ville de Saint-Brieuc	
2017	478 792 €
2018	443 961 €
2019	393 012 €
2020	495 530 €
2021	495 610 €
2022	495 195 €
2023	461 005 €

Le coût total 2024 de ce service commun s'élève à 1 397 177 €.

La neutralisation liée à la revalorisation du régime indemnitaire appliquée au 1^{er} janvier 2023 est à nouveau intégrée pour 10 607 €. Ce montant fait l'objet d'une déduction intégrée dans la part financée par la ville de SAINT-BRIEUC.

L'évolution du financement global du service commun Aménagement Déplacements entre 2023 et 2024 est la suivante. Les montants apportés par les différents financeurs (et leur variation entre 2023 et 2024) sont également précisés.

SERVICE COMMUN Aménagement- Déplacements	COÛT TOTAL	VILLE de ST-BRIEUC [réfaction DAC]		SBAA		AUTRES COMMUNES (prestatif facturées)	
		€	%	€	%	€	%
2023 [après neutralisation]	1 311 322 €	461 005 €	35,2%	791 961 €	60,4%	58 356 €	4,5%
2024 [après neutralisation]	1 397 177 €	440 449 €	31,5%	781 728 €	56,0%	175 000 €	12,5%
Variation coût financement 2024/2023	6,55%	-4,46%		-1,29%		200%	

Il convient d'ajuster la DAC 2025 de la ville de SAINT-BRIEUC en fonction de sa part de financement au coût 2024 de ce service commun, soit 440 449 € (31,5 % du coût global 2024).

3. Propositions

Sachant que le calcul des modulations se base sur le montant pris en compte dans la DAC prévisionnelle 2025 soit 461 005 € (rapport de CLECT du 08/10/2024), il est proposé de moduler l'attribution de compensation de la Ville de Saint-Brieuc selon les modalités suivantes :

3- a/ Proposition relative à la DAC définitive 2025.

Financement prévisionnel du SC aménagement-déplacements intégré à la DAC prévisionnelle 2025 (cf rapport de CLECT du 08/10/2024)	461 005 €	
AMENAGEMENT-DEPLACEMENTS	Financement du service	Modulation DAC correspondante
Financement 2024 de la ville de ST-BRIEUC et modulation de DAC à opérer	440 449 €	20 556 €

3- b/ Proposition relative à la DAC prévisionnelle 2026.

Il est proposé que la DAC prévisionnelle 2026 intègre le montant du dernier financement calculé pour la ville de Saint-Brieuc soit 440 449 € pour 2024. Ce montant sera ajusté au cours de l'année 2026 selon la part réelle imputable à la ville s'agissant du financement 2025 du service commun aménagement-déplacements.

B : SERVICE COMMUN ARCHITECTURE

1. Contexte

Le service commun « Architecture » a été mis en place le 1^{er} juillet 2018 par la délibération du Conseil Communautaire en date du 28 juin 2018 (délibération n°190-2018).

Les enjeux et objectifs de la création du service commun « Architecture » sont :

- concernant la maîtrise d'ouvrage : la structuration d'un pôle de chargés d'opérations intervenant comme service support pour l'ensemble des directions commanditaires à l'agglomération et à la ville de Saint-Brieuc en matière de projets neufs et/ou de grosses réhabilitations ;
- s'agissant de la maîtrise d'œuvre : la création d'un bureau d'études en conception et suivi de réalisation des travaux d'un montant d'1M€ HT maximum (en dessous du seuil nécessitant de faire appel à un architecte extérieur).

Par ailleurs, ce projet pourra permettre dans le futur de proposer aux communes membres une expertise complète :

- sur des missions de conduite d'opérations ou d'assistance à la conduite d'opérations ;
- sur des missions d'études et d'exploration ;
- sur des missions de conception / réalisation de bâtiment (maîtrise d'œuvre).

2. Présentation des dispositions prévues dans la convention de service commun

La convention de mise en place du service commun prévoit d'évaluer les charges du service commun sur la base des frais et charges de personnel (rémunérations brutes et charges liées au personnel).

Ces frais et charges de personnel sont majorés de 10 % pour couvrir les frais de gestion administrative et de structure.

La convention de service commun prévoit que la participation de la ville de Saint-Brieuc au service commun soit appliquée par refaction de l'attribution de compensation. Cette participation est évaluée chaque année sur la base de critères objectifs. Il s'agit du temps de travail réellement engagé pour chaque entité signataire de la convention et des produits émanant des prestations réalisées sur la base du catalogue de services.

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le 27 JAN. 2026
ID : 022-212200810-20260127-2026_DB_003-DE

Par ailleurs, la participation des deux co-contractants aux dépenses d'investissement base du temps de travail consacré par le service à chaque entité et sur la base de la faite du FCTVA.

3. Les éléments financiers

3- a/ Les éléments financiers relatifs au financement 2024 du service commun.

La revalorisation du régime indemnitaire appliquée au 1^{er} janvier 2023 est à nouveau intégrée à hauteur de 9 098 €. Ce montant fait l'objet d'une déduction intégrée dans la part financée par la ville de Saint-Brieuc.

L'évolution du financement global du service commun Architecture entre 2023 et 2024.

SERVICE COMMUN Architecture	COÛT TOTAL	VILLE de ST-BRIEUC (réfaction DAC)		SBAA		AUTRES COMMUNES (p restat* facturées)	
		€	%	€	%	€	%
2023 (après neutralisation*)	696 637 €	277 657 €	39,9%	352 702 €	50,6%	66 278 €	9,5%
2024 (après neutralisation*)	805 234 €	378 645 €	47%	426 589 €	53%	0 €	0%
Variation coût financement 2024/2023		15,59%	36,37%	20,95%			

3- b/ Les éléments financiers relatifs à la régularisation à opérer concernant le financement 2023 du service commun.

Une régularisation doit être opérée s'agissant de l'intégration d'un agent du service commun dans la refacturation 2023. Il s'agit de M. Erwann LE GARREC qui occupe le poste de chargé d'opération relatif au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). En raison de la signature d'une convention spécifique à sa fonction entre SBAA et l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), sa refacturation au titre de l'année 2023 a donné lieu à l'émission, en 2025, d'un titre par SBAA adressé à la ville de Saint-Brieuc. Le montant du titre correspond à son coût RH diminué de la subvention versée par l'ANRU. Par conséquent, le coût RH de cet agent doit être retiré de la refacturation 2023 tout comme le nombre de jours travaillés qu'il a réalisés. Il en résulte une régularisation de +7 005 € en faveur de la ville de Saint-Brieuc.

4. Propositions

Sachant que le calcul des modulations se base sur le montant de financement prévisionnel intégré dans les DAC définitive 2024 et prévisionnelle 2025 soit 277 657 € (rapport de CLECT du 08/10/2024), il est proposé de moduler l'attribution de compensation de la ville de Saint-Brieuc selon les modalités suivantes.

4- a/ Propositions relatives à la DAC définitive 2025 liées au coût 2024 du service commun architecture.

Il est proposé d'appliquer, à deux reprises, la modulation calculée ci-dessous :

- Une première fois pour ajuster le financement prévisionnel intégré dans la DAC définitive 2024 (- 100 988 €).

Financement prévisionnel du SC Architecture intégré dans les DAC définitive 2024 et prévisionnelle 2025 (cf rapport de CLECT du 08/10/2024) de la ville de St-Brieuc	277 657 €	
ARCHITECTURE	Financement du service	Modulation DAC correspondante
Financement 2024 de la ville de ST-BRIEUC et modulation de DAC à opérer	378 645 €	-100 988 €

- Une seconde fois pour ajuster le financement prévisionnel intégré dans la DAC prévisionnelle 2025 (- 100 988 €).

4- b/ Proposition relative à la DAC définitive 2025 liée à la régularisation de la refacturation 2023 du service commun.

Il est proposé d'abonder la DAC définitive de SAINT-BRIEUC de 7 005 € afin de régulariser la refacturation 2023 du service commun architecture (+ 7005 €).

4- c/ Proposition relative à la DAC prévisionnelle 2026 visant à prendre en compte le dernier montant de financement connu.

Il est proposé que la DAC prévisionnelle 2026 intègre le dernier montant de financement connu (2024) soit 378 645 €.

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le 27 JAN. 2026
ID : 022-212200810-20260127-2026_DB_003-DE

C : DIRECTION MUTUALISEE DES RESSOURCES HUMAINES

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le **27 JAN. 2026**
ID : 022-212200810-20260127-2026_DB_003-DE

1. Contexte

La création du service commun « Ressources Humaines » a été actée par délibération du Conseil Communautaire en date du 5 juillet 2018 (délibération n°222-2018). Le service commun a été mis en place au 1^{er} septembre 2018.

2. Présentation des dispositions prévues dans la convention de service commun

La convention de mise en place du service commun prévoit d'évaluer les charges du service commun sur la base :

- des frais et charges de personnel (rémunérations brutes et charges liées au personnel)
- majorés de 5% pour la prise en compte des charges indirectes de structure (locaux, équipement, ...)
- et de 5% pour les frais indirects d'administration générale (gestion administrative)

La répartition des coûts entre la ville et l'agglomération s'appuie sur une clé de répartition prenant en compte le nombre de bulletins de salaire produits pour chaque entité assorti d'un coefficient prenant en compte le temps consacré en fonction du type de bulletin (exemple : bulletin d'un titulaire = 1 ; contractuel = 0,75).

Selon le degré de complexité de gestion des dossiers, différents coefficients sont appliqués. Le barème est indiqué dans le tableau de répartition ci-dessous (colonne intitulée « COEF » pour coefficient).

Cette clé de répartition s'applique sur la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024. La répartition 2024 entre la ville de Saint-Brieuc et l'agglomération est 44,13 % pour SBAA et 55,87 % pour la ville de Saint-Brieuc.

		SBAA		VILLE de ST-BRIEUC	
EFFECTIFS 2024	COEF	TOTAL	APPLICAT° COEFF	TOTAL	APPLICAT° COEFF
TITULAIRES	1	7 630	7 630	11 413	11 413
CONTRACTUELS	0,75	2 943	2 207	1 114	836
ELUS	0,2	960	192	516	103
CDG	0,2	149	30	1 419	284
SAISONNIERS	0,2	185	37	224	45
INDEMNITAIRES	0,2	44	9	62	12
EMPLOIS AIDES...	0,5	0	0	11	6
ASS MAT	0,5	0	0	144	72
VACATAIRES, STAGIAIRES	0,2	169	34	336	67
TOTAL		12 080	10 139	15 239	12 837
TOTAL GENERAL COEFFICIENTE		22 976			
PART DE CHAQUE ENTITE		44.13 %		55.87 %	

La convention de service commun prévoit que la participation de la Ville de Saint-Brieuc au service commun soit appliquée par réfaction de l'attribution de compensation. Cette participation est réévaluée chaque année.

3. Les éléments financiers

- Pour l'année 2024, le coût global de la DMRH, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, est de 2 310 404 €.
- Application de la clé de répartition :

COÛT 2024 DMRH	FINANCEURS DU SC	Répartition	Montant
2 310 404 €	SBAA	44,128656 %	1 019 550 €
	Ville de ST-BRIEUC	55,871344 %	1 290 854 €

- La neutralisation du régime indemnitaire à déduire de la part imputable à la ville s'élève à 21 470 €.

Le coût total imputable à la ville correspond donc à l'opération suivante :

Répartition des bulletins coefficientés imputable à la ville de St-Brieuc	Neutralisation PFA+IFSE «inflation» [à déduire de la part ville]	TOTAL
1 290 854 €	-21 470 €	1 269 384 €

4. Propositions

Sachant que le calcul des modulations se base sur le montant de financement prévisionnel intégré dans les DAC définitive 2024 et prévisionnelle 2025 soit 1 198 818 € (rapport de CLECT du 08/10/2024), il est proposé de moduler l'attribution de compensation de la ville de Saint-Brieuc selon les modalités suivantes.

4- a/ Propositions relatives à la DAC définitive 2025.

Il est proposé d'appliquer, à deux reprises, la modulation calculée ci-dessous :

- Une première fois pour ajuster le coût prévisionnel intégré dans la DAC définitive 2024 (-70 566 €) ;
- Une seconde fois pour ajuster le coût prévisionnel intégré dans la DAC prévisionnelle 2025 (-70 566 €).

Financement prévisionnel de la DMRH intégré dans les DAC définitive 2024 et prévisionnelle 2025 (cf rapport de CLECT du 08/10/2024) de la ville de St-Brieuc	1 198 818 €	
DMRH	Financement DMRH ville	Modulation DAC correspondante
Modulation selon l'actualisation du financement 2024 revenant à la ville de St-Brieuc	1 269 384 €	-70 566 €

4- b/ Proposition relative à la DAC prévisionnelle 2026 visant à prendre en compte le dernier coût connu.

Il est proposé que la DAC prévisionnelle 2026 intègre le montant du dernier financement connu (2024) soit 1 269 384 €.

D : DIRECTION MUTUALISEE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (DMCP)

1. Contexte

La création du service commun « commande publique » a été actée par délibération du conseil communautaire en date du 11 juillet 2019 (délibération n°184-2019). Le service commun est créé depuis le 1^{er} octobre 2019.

2. Présentation des dispositions prévues dans la convention de service commun

La convention de mise en place du service commun prévoit d'évaluer les charges du service commun sur la base des frais et charges de personnel (rémunérations brutes et charges liées au personnel). Ces frais et charges sont majorés de 10 % pour couvrir les charges indirectes de structure et d'administration générale.

La répartition des coûts entre la ville et l'agglomération s'appuie sur une clé de répartition prenant en compte le nombre d'unité de publication ou de certificat de paiement émis pour chaque entité, pour les agents du pôle Marchés publics, et le volume d'achat de chaque entité, pour les agents du pôle Achats.

Pour la partie « marchés publics », l'équivalence des types de procédure en unités de publications intégrée par la DMCP dans la répartition calculée est la suivante :

Type de procédures	Nombre d'unités de publication
MAPA < 90 000€ HT	1 UP
FNS (Formulaire National Standard)	8 UP
JOUE	10 UP
Avis d'attribution	5 UP

3. Les éléments financiers

En 2024, le service est composé de 19,09 postes (ETP).

Les agents chargés de l'encadrement de la direction et de sa gestion administrative et financière sont répartis entre les pôles Achats et Marchés publics en fonction d'une clé de répartition, basée sur le nombre d'agents dans chaque pôle. Pour 2024, les éléments sont les suivants :

<div> <div>Envoyé en préfecture le 27/01/2026</div> <div>Reçu en préfecture le 27/01/2026</div> <div>Publié le 27 JAN. 2026</div> <div>ID : 022-212200810-20260127-2026_DB_003-DE</div> </div>	
Nombre d'agents – Pôle Marchés publics – 2024	
Nombre d'agents Achats – Pôle Achats – 2024	3,76
Nombre d'agents Service commun commande publique – 2024	19,09

Les agents occupant des postes de rédacteurs du pôle « marchés publics » sont répartis entre la Ville et SBAA, en fonction du nombre d'unités de publication (UP) produites pour chacune des entités. Le financement des postes de gestionnaires du pôle « marchés publics » relève d'une répartition axée sur le nombre de certificats de paiement (CP) établis pour chacune des 2 entités.

	Répartition UP 2024		Répartition CP 2024	
Ville de St-Brieuc	119	24,94 %	216	5,16%
SBAA	360	75,16 %	3973	94,84%
Total	479	100,00 %	4 189	100,00%

La convention prévoit une répartition du financement du pôle « Achats » entre ville et agglomération basée sur la clé de répartition suivante : volume d'achats pour chacune des 2 entités / volume d'achats total.

Jusqu'à présent, la ville de SAINT-BRIEUC n'a pas eu recours aux missions exercées par les agents relevant de ce pôle. Son financement est donc intégralement assuré par SBAA.

Le coût 2024 à refacturer à la ville de SAINT-BRIEUC.

- Pour l'année 2024, le coût global de la DMCP, du 1er janvier au 31 décembre 2024, est de 1 057 216 €.
- Selon les modalités de répartition détaillées ci-dessus, le coût 2024 de la DMCP à refacturer à la ville de SAINT-BRIEUC est de 160 432 €.
- La neutralisation de la revalorisation du régime indemnitaire appliquée au 1^{er} janvier 2023 s'élève à 6 067 €. Ce montant fait à nouveau l'objet d'une déduction intégrée dans la part financée par la ville de SAINT-BRIEUC au titre de 2024.

Le coût total imputable à la ville correspond donc à l'opération suivante :

Coût réel DMCP imputable à la ville de St-Brieuc	Neutralisation PFA+IFSE «Inflation » [à déduire de la part ville]	Financement 2024 DMCP par la ville de St-Brieuc
160 432 €	-6 067 €	154 365 €

4. Propositions

Sachant que le calcul des modulations se base sur le montant de financement prévisionnel intégré dans les DAC définitive 2024 et prévisionnelle 2025 soit 269 722 € (rapport de CLECT du 08/10/2024), il est proposé de moduler l'attribution de compensation de la ville de Saint-Brieuc selon les modalités suivantes.

4- a/ Propositions relatives à la DAC définitive 2025.

Il est proposé d'appliquer les 2 modulations calculées ci-dessous :

- Ajustement du financement prévisionnel intégré dans la DAC définitive 2024 selon le financement 2024 (+115 357 €).

<div> <div>Envoyé en préfecture le 27/01/2026</div> <div>Reçu en préfecture le 27/01/2026</div> <div>Publié le 27 JAN. 2026</div> <div>ID : 022-212200810-20260127-2026_DB_003-DE</div> </div>		
Financement prévisionnel de la DMCP intégré dans les DAC définitive 2024 et prévisionnelle 2025 (cf rapport de CLECT du 08/10/2024) de la ville de St-Brieuc		269 722 €
DMCP	Financement DMCP ville	Modulation DAC correspondante
Modulation selon le financement 2024 de la ville de St-Brieuc	154 365 €	115 357 €

- Ajustement du financement provisoire intégré dans la DAC prévisionnelle 2025 selon le financement 2024 (+115 357 €).

4- b/ Proposition relative à la DAC prévisionnelle 2026 visant à prendre en compte le dernier coût connu.

Il est proposé que la DAC prévisionnelle 2026 intègre le dernier montant de financement calculé pour la ville (2024) soit 154 365 €.

E : AVIS DE LA CLECT

Les membres de la CLECT se prononcent à l'unanimité :

- en faveur des modulations proposées quant à la part imputable à la ville de Saint-Brieuc quant au financement 2024 des quatre services communs refacturés par réfaction d'attribution de compensation.
- En faveur de la régularisation à opérer quant financement 2023 du service commun architecture.

A Saint-Brieuc, le 15 octobre 2025.

M. Vincent ALLENO,
Président de la CLECT.

Procès-Verbal de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées

CLECT Séance du 1^{er} octobre 2025

Objet : Transfert de charges relatives à la compétence GEMAPI pour la reprise en gestion des étangs de Létivy (Langueux) et l'Écluse (Yffiniac) par l'agglomération.

COMMUNES	Membre présent (titulaire ou suppléant)	NOMBRE DE MANDATS PAR DELEGUE
BINIC-ETABLES-SUR-MER	BERTRAND Gilbert	3
HILLION	COLAS Morgane	Excusée
LA HARMOYE	LE DUAULT Michel	Excusé
LA MEAUGON	REAU Johnny	1
LANFAINS	MEROT Gérard	1
LANGUEUX	LE CORVAISIER Olivier	Excusé
LANTIC	HEURTEL Nicolas	Excusé
LE BODEO	JOUAN Michel	Excusé
LE FOEIL	PRIDO Pascal	1
LE LESLAY	OLLIVIER Sébastien	Excusé
LE VIEUX BOURG	RANNO Christian	1
PLAINE-HAUTE	RAOULT Stéphane	1
PLAINTEL	JOUAN Karen	2
PLEDRAN	JEHANNO Gaëtan	Excusé
PLERIN	BENIER Jean-Marie	7
PLOEUC-L'HERMITAGE	GOUYETTE Thierry	Excusé
PLOUFRAGAN	BOULIN Viviane	Excusée
PLOURHAN	QUENARD Charlotte	Excusée
PORDIC	LALANDEC Eliane	3
QUINTIN	HAMON Jean-Paul	Excusé
SAINT-BIHY	TESSON Eric	1
SAINT-BRANDAN	JOLLY Christian	1
SAINT-BRIEUC	LE BUHAN Didier	23
SAINT-CARREUC	MAHE Antoine	Excusé
SAINT-DONAN	GELIN Marie-Annick	Excusée
SAINT-GILDAS	SIMON Annie	Excusée
SAINT-JULIEN	HERVE Florence	1
ST-QUAY-PORTRIEUX	LATHUILLIERE Sophie	Excusée
TREGUEUX	FEUNTEUN Cristina	4
TREMUSON	CALVEZ Laurence	1
TREVEUEC	SERANDOUR Marcel	Excusé
YFFINIAC	PLAZE Isabelle	2
NOMBRE TOTAL DE MANDATS		53

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le **27 JAN. 2026**
ID : 022-212200810-20260127-2026_DB_003-DE

La Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) s'est réunie le 1^{er} octobre 2025 pour examiner le transfert de charges relatives à la compétence GEMAPI liée à la reprise en gestion des étangs de Létivy (Langueux) et de l'Écluse (Yffiniac) par l'agglomération. L'avis de la CLECT est retranscrit dans ce procès-verbal. Il sera transmis aux communes pour délibération.

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le **27 JAN. 2026**
ID : 022-212200810-20260127-2026_DB_003-DE

1. Contexte

1.1. Contenu de la compétence

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la « gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations » (GEMAPI), instaurée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite « loi MAPTAM »), est devenue une compétence obligatoire des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre. Depuis cette date, Saint-Brieuc Armor Agglomération exerce donc cette compétence définie aux items 1^{er}, 2^e, 5^e et 8^e du I de l'article L. 211-7 du code de l'environnement, soit :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (item n°1) ;
- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau (item n°2) ;
- la défense contre les inondations et contre la mer (item n°5) ;
- et la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines (item n°8).

La compétence GEMAPI permet ainsi à l'autorité compétente d'aborder de manière conjointe la prévention des inondations et la gestion des milieux aquatiques. L'agglomération exerce depuis 2010 des actions entrant dans les items 2^e et 8^e et exerce depuis 2018 de nouvelles actions relatives aux items 1^{er} et 5^e du I de l'article L. 211-7 du code de l'environnement.

1.2. Son financement

Pour financer cette compétence, le conseil communautaire a décidé, par la délibération n°DB-220-2019 du 26 septembre 2019, d'instituer la taxe prévue à l'article 1530 bis du code général des impôts.

1.3. La stratégie de SBAA en matière de GEMAPI

La structure compétente en matière de GEMAPI doit définir des priorités et des actions en fonction des enjeux de son territoire et du projet porté par les élus locaux.

Saint-Brieuc Armor Agglomération (SBAA) a approuvé sa stratégie de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) par la délibération n°DB-051-2021 du 22 avril 2021. Cette stratégie a notamment pour objet l'identification des systèmes d'endiguement potentiels, de secteurs à enjeux et la priorisation des actions pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations sur le territoire communautaire.

Les systèmes d'endiguement définis dans cette stratégie ont été transférés à l'agglomération. La CLECT du 16/05/2023 a évalué le transfert de charge associé. En matière d'ouvrage de protection, Saint-Brieuc Armor agglomération (en tant qu'« autorité gémapienne ») décide des ouvrages à intégrer en vue de la prévention des inondations sur son territoire. Ce rapport concerne l'item n°1, c'est-à-dire « l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ». Suite aux études qu'elle a menées, l'agglomération a décidé de reprendre en gestion les étangs de Létivy (Langueux) et l'Écluse (Yffiniac). La délibération communautaire du 26 juin 2025 les qualifie d'ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations.

1.4. Item n°1 de la GEMAPI : « l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin »

1.4.1. Contribution des étangs à la protection contre les inondations

Les études menées sur les deux étangs écrêteurs de crue (étude de stabilité des digues, état des lieux des ouvrages de régulation, analyse des usages, travaux de remise en état), justifient leur reprise en gestion par SBAA. Ces deux ouvrages écrêteurs de crues sont situés sur le territoire de l'anse d'Yffiniac. Ils sont prioritaires en matière de prévention contre les inondations ».

1.4.2. Caractéristiques techniques des étangs

- L'étang de Létivy est construit sur le coteau en amont du quartier des Grèves à Langueux. D'une capacité de 12 000 m³ dont 6 000 m³ utilisés pour la régulation des crues, il permet de protéger les maisons en contrebas jusqu'à la crue décennale.
- L'étang de l'Écluse est construit en bordure du ruisseau du Saint-Jean en amont de centre ville d'Yffiniac. D'une capacité de 30 000 m³ dont 13 000 utilisés pour la régulation d'une crue, il permet de protéger le quartier des Grèves entre Hillion et Yffiniac jusqu'à la crue de période de retour comprise entre 5 et 10 ans.

1.4.3. Reprise en gestion des étangs

La reprise en gestion des étangs de Létivy et de l'Écluse par l'Agglomération a été actée par délibération en date du 26 juin 2025. Ces ouvrages peuvent ainsi être mis à disposition de Saint-Brieuc Armor Agglomération par convention avec les communes. Ils font ainsi l'objet d'une évaluation des charges transférées.

2. Problématique :

La CLECT doit étudier les charges transférées par les communes à l'agglomération dans le cadre du transfert de la compétence GEMAPI. Cette compétence présente une particularité puisque son périmètre précis n'était pas connu au moment du transfert (1^{er} janvier 2018). La compétence se construit dans le temps avec la définition de la stratégie de l'agglomération et la réalisation d'études permettant de déterminer quels ouvrages sont indispensables à l'exercice de la compétence et qui, par conséquent, doivent être mis à disposition de SBAA.

Le travail de la CLECT est conditionné par l'avancement des études. C'est pourquoi la CLECT qui s'était tenue le 16/05/2023 avait permis de travailler uniquement sur les trois systèmes d'endiguements de « Pissaison » à Hillion, des « Rosaires » à Plérin et des « Grèves » à Langueux. Cette seconde CLECT consacrée à la GEMAPI porte sur les aménagements de bassins versants. L'évaluation des charges examinée lors de cette séance cible le transfert des étangs communaux de Létivy à Langueux et de l'Écluse à Yffiniac.

3. Évaluation des charges transférées

3.1. Étang de Létivy (Langueux).

L'étang et les ouvrages attenants ayant plusieurs vocations (protection contre les inondations, promenade, alimentation en eau, pêche), l'agglomération exerce ses obligations en matière de GEMAPI uniquement sur certaines parties de l'ouvrage :

- La digue qui entoure l'étang,
- L'ouvrage d'entrée,
- L'ouvrage de fuite et la passerelle béton associée,
- Le déversoir.

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le **27 JAN. 2026**
ID : 022-212200810-20260127-2026_DB_003-DE

Ne relèvent pas de la compétence GEMAPI :

- Les berges du cours d'eau amont, et aval,
- Le réseau pluvial en sortie.

3.2. Étang de l'Écluse (Yffiniac).

L'étang et les ouvrages attenants ayant plusieurs vocations (protection contre les inondations, promenade, réserve incendie, pêche), l'agglomération exerce ses obligations en matière de GEMAPI uniquement sur certaines parties de l'ouvrage :

- La digue qui entoure l'étang,
- Les ouvrages d'alimentation et de vidange de l'étang : ensemble bétonné avec déversoir latéral d'alimentation et d'évacuation, section canalisée du Saint-Jean, escalier d'accès.

Ne relèvent pas de la compétence GEMAPI :

- La voirie communale de la rue de l'étang,
- L'aménagement de la prise d'eau incendie,
- Les berges du cours d'eau du Saint-Jean.
- Les buses de pluviales qui arrivent dans l'étang.

4. Propositions de la CLECT

Il est proposé de calculer le montant des charges transférées par les communes de Langueux et Yffiniac sur la base d'un coût moyenné sur les 3 dernières années en ajoutant les travaux ponctuels nécessaires dans la vie de l'ouvrage et lissé sur un pas de temps de 15 et 20 ans.

Pour la commune de Langueux (étang de Létivy) :

Nature des charges	Période d'évaluation	Coût moyen TTC
Frais de personnel pour assurer la surveillance (24h/an à 26,80 €)	Moyenne annuelle	643 €
Coûts d'entretien du bassin à l'épaveuse (2 demi-journées par an)	Moyenne annuelle	552 €
Vidange et curage de l'étang réalisés en 2008-2009	27 500 € à lisser sur 15 ans	1 833 €
Changement des organes de vidange (vannes) réalisé en 2008-2009	1 300 € à lisser sur 20 ans	65 €
Coût total annuel estimé		3 093 €

Pour la commune d'Yffiniac (étang de l'Écluse) :

Nature des charges	Période d'évaluation	Coût moyen TTC
Surveillance et nettoyage exutoire (contrôle et nettoyage embâcles)	Moyenne annuelle	1 200 €
Entretien végétation (opérations d'élagage et de broyage)	Moyenne annuelle	1 102 €
Entretien espaces verts (contrat annuel hors zones écopâturage)	Moyenne annuelle	4 005 €
Écopâturage (contrat annuel pour 2 passages par an)	Moyenne annuelle	2 877 €
Coût total annuel estimé		9 184 €

Il est proposé de diminuer les attributions de compensation des communes de Langueux et Yffiniac à compter de l'année 2026 afin de permettre à l'agglomération de financer les dépenses transférées. En raison de l'évaluation des charges transférées validée par la CLECT, l'attribution de compensation sera réduite dès 2026 de 3 093 € pour Langueux et de 9 184 € pour Yffiniac.

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le **27 JAN. 2026**
ID : 022-212200810-20260127-2026_DB_003-DE

5. Avis de la CLECT

Les membres de la CLECT se prononcent à l'unanimité en faveur des modulations de DAC proposées quant à la reprise en gestion par l'agglomération des deux étangs écrêteurs de crue de Létivy (Langueux) et de l'Ecluse (Yffiniac). Les réfections d'attribution de compensation qui s'appliqueront à compter de 2026 seront les suivantes :

- - 3 093 € pour la commune de Langueux,
- - 9 184 € pour la commune d'Yffiniac.

Envoyé en préfecture le 27/01/2026
Reçu en préfecture le 27/01/2026
Publié le **27 JAN. 2026**
ID : 022-212200810-20260127-2026_DB_003-DE

Le 15 octobre 2025
Vincent ALLENO
Président de la CLECT

